

# Macron, Borne et Le Maire : l'Économie de la Misère et la Misère de l'Économie

écrit par Alain Falento | 27 septembre 2023





*Macron* nous l'a démontré une fois de plus lors de son intervention télévisée, son gouvernement est au bout du rouleau, incapable qu'il est d'influer positivement sur nos conditions de vie.

Malgré le chiffre d'inflation tendancieux publié par l'INSEE, visant à ne pas enrager davantage la population, il est évident pour tout le monde que les prix explosent, et c'est à la pompe à essence que cela est le plus flagrant.

Après avoir employé toutes les vieilles recettes éculées de soviétisation de l'économie, dont on sait depuis longtemps qu'elles ne fonctionnent pas, comme les chèques carburants, ou les misérables réductions de quelques centimes à la pompe, la nouvelle trouvaille de *Borne* consiste à autoriser la vente à perte de carburant.

C'était bien la peine de faire *Polytechnique* pour en arriver à cette proposition grotesque. Ne lui a-t-on jamais appris dans ses cours d'Économie que l'on pouvait tout demander à une entreprise, excepté de perdre volontairement de l'argent

?

De plus, notre Premier ministre semble avoir oublié que c'est pour une raison bien précise qu'en France, la vente à perte est interdite.

Il n'a certainement pas échappé à *Borne* et ses conseillers que les stations-service indépendantes sont une espèce en voie d'extinction, et que la grande distribution n'utilise le carburant que comme un produit d'appel, leur marge n'étant que de quelques centimes par litre.

Une vente à perte décrétée par l'État aurait tout simplement pour effet de faire crever les derniers distributeurs indépendants, ainsi que probablement une ou deux enseignes de la grande distribution, livrant ainsi la distribution du carburant en pâture aux pétroliers, qui ne manqueraient pas de profiter à nos dépens de ce nouvel oligopole de type cartel.

N'ayant aucun respect pour qui que ce soit, et surtout pas pour son Premier ministre, *Macron* n'a pas hésité à la désavouer en transformant le « à perte » en « à prix coûtant », insistant sur la nécessaire transparence du processus.

Soyons en effet transparent dans l'analyse du prix du carburant en France, et allons jusqu'au fond des choses.

Tout d'abord, ne perdons pas de vue que les prix ont explosé car la France et l'*Union européenne* ont cru opportun de sanctionner économiquement la Russie.

Hélas, contrairement aux prévisions de *Le Maire*, ce n'est pas l'économie russe qui se retrouve à genoux, mais bien la nôtre.

Prenons donc au mot notre cher Président, et livrons-nous à une petite analyse du prix du carburant, en toute

transparence.

Lorsque vous achetez pour 100 euros d'essence sans plomb, on peut considérer grossièrement que ces 100 euros se décomposent en 33 euros de baril de pétrole, 7 euros de raffinage-distribution-transport, et 60 euros de taxe (TVA + Taxe Intérieure sur la Consommation sur les Produits Énergétiques de 0,7 euros par litre).

Notons qu'il y a deux TVA, une sur le carburant, et une autre sur la taxe TICPE elle-même.

J'aimerais bien qu'un spécialiste de la fiscalité nous explique s'il est vraiment justifié de payer de la TVA sur un droit d'accise.

Bien évidemment, il est possible de résumer cela en disant que les taxes représentent 60% du prix du litre d'essence.

Bien qu'étant vraie, cette assertion masque la réalité, car ces 60% viennent s'ajouter au prix du carburant livré.

Il est parfaitement valide de regarder tout ceci sous un autre angle, en considérant que vous avez acheté pour 40 euros de carburant, mais que l'État est venu augmenter ce prix de 150% (soit un multiplicateur de 2,5) avec ses 60 euros de taxes.

Le prix du litre d'essence possède dans les faits une composante fixe d'environ 0,85 euros par litre.

Même si le pétrole nous était donné gratuitement, et que les raffineurs et pompistes travaillaient gratuitement, le gouvernement continuerait donc d'encaisser 0,85 euros par litre.

La moralité de ce petit calcul, c'est que les recettes de l'État, contrairement à nous, sont quasiment insensibles au prix du baril de pétrole.

Pour quelle raison *Macron* et *Borne* ne baissent-ils pas le montant de la TICPE et de la TVA – ce qui soulagerait considérablement les ménages français – et qu’au lieu de cela, ils préfèrent saigner les distributeurs aux marges déjà faméliques ?

Certains responsables politiques, mal renseignés ou intellectuellement malhonnêtes, propose d’ailleurs de réduire drastiquement la TVA sur le carburant, d’autres l’instauration d’une taxe flottante.

La première raison, c’est qu’ils n’en ont pas le droit. En effet, il faudrait pour cela demander l’autorisation à Bruxelles, ce qui leur sera bien entendu refusé, pour des raisons écologiques et budgétaires.

De plus, la Commission a fixé à 15% le taux minimum de TVA.

La régulation européenne l’exprime d’ailleurs d’une façon amusante, en stipulant que les États sont libres de fixer les taux de TVA, à condition que ces derniers soient supérieurs à 15%, illustrant ici la vision qu’a l’UE de la notion de liberté.

En réalité, la situation est la même dans à peu près tous les États membres de l’UE. En Allemagne, par exemple, le prix du carburant est largement aussi élevé que chez nous, et la population en subit les conséquences de la même manière.

La différence fondamentale entre les dirigeants français et les autres réside dans le fait que ces derniers admettent leur impuissance, et expliquent clairement quelles seraient les conséquences d’une baisse des taxes (à savoir une hausse des impôts ou de la dette).

Quant à la TVA, elle n’est plus de leur ressort mais de l’Union européenne, qui refuse de les autoriser à en baisser le taux pour des raisons idéologiques et d’écologie

punitive.

Il ne faut pas perdre de vue que, suite aux 600 milliards de dette Covid contractés en pure perte par *Macron*, *Le Maire* et le *Pelé* du Havre, l'État n'a plus de marges de manœuvres budgétaire, et que la TICPE représente, avec ses 30 milliards d'euros annuels, la quatrième source de revenu de l'État.

Alors que l'on vous fait la morale à longueur de journée en vous culpabilisant d'utiliser votre voiture à moteur thermique, il est important d'avoir conscience du fait que si du jour au lendemain vous cessiez de le faire, au profit de véhicules électriques par exemple, l'État français se retrouverait avec un sacré trou dans la caisse, qui le conduirait inexorablement à taxer fortement tous les autres types de transport.

Nous sommes là dans la même situation que pour la réforme des retraites ; alors que l'Espagne et la Belgique, par exemple, ont avoué très clairement que leurs réformes respectives avaient été imposées par Bruxelles, *Macron* et son gouvernement ont tenté de nous faire croire qu'ils en étaient à l'origine.

En ce qui concerne le prix du carburant, *Macron* et *Borne* ne décident rien. Ils n'ont la main ni sur le prix du baril de pétrole, ni sur les taxes à appliquer.

C'est la raison pour laquelle ils vont tenter de gratter un centime auprès des distributeurs, qui n'aura aucun impact sur les consommateurs, mais aura potentiellement pour effet de faire crever les premiers.

Finalement, l'inflation généralisée que nous subissons n'est pas complètement pour déplaire à *Macron*.

L'augmentation générale des prix va considérablement faire augmenter les recettes de la TVA, permettant éventuellement

à la France d'afficher un déficit budgétaire plus raisonnable que prévu, ainsi qu'un ratio dette sur PIB présentable, à condition qu'il n'y ait pas de récession.

Dans ce cas de figure, le discours est bien rôdé, la Russie est responsable de l'inflation des prix de l'énergie, qui elle-même est la cause de l'inflation générale, qui est la cause de la récession, et tout le monde est déresponsabilisé.

Si le prix à payer pour faire bonne figure à Bruxelles nécessite la mort à petit feu de la population française, il est certain que *Macron*, *Borne* et *Le Maire* n'hésiteront pas un instant.

**Alain Falento**

<https://ripostelaique.com/macron-borne-et-le-maire-leconomie-d-e-la-misere-et-la-misere-de-leconomie.html>